



L'aide aux victimes d'infractions Hilfe an Opfer von Straftaten



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Direction de la santé et des affaires sociales DSAS
Direktion für Gesundheit und Soziales GSD

opferhilfe-schweiz.ch
aiuto-alle-vittime.ch
aide-aux-victimes.ch

L'aide aux victimes d'infractions

La loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions (LAVI) garantit des droits aux victimes et à leurs proches. Toute personne peut être une victime LAVI si elle a subi, à cause d'une infraction pénale, une atteinte directe et importante à son intégrité physique, sexuelle ou psychique.

Le droit à l'aide aux victimes existe même si l'auteur-e de l'infraction n'est pas découvert, que son comportement soit fautif ou non, qu'il ou qu'elle ait agi intentionnellement ou non.

L'aide aux victimes repose sur trois piliers :

- > Toute victime peut demander conseils et assistance auprès d'un centre de consultation LAVI. L'aide est fournie immédiatement, gratuitement et au besoin par des tiers, tels que des psychothérapeutes ou des avocat-e-s ; elle peut être prolongée. En cas de prolongation de l'aide fournie par des tiers, il sera tenu compte des revenus et de la fortune des victimes.
- > La LAVI renforce la position de la victime dans la procédure pénale, où la personnalité de la victime doit être respectée durant toute la procédure pénale.
- > La victime ayant subi un dommage et/ou un tort moral à cause de l'infraction peut demander la réparation de son préjudice auprès du canton où l'infraction a été commise lorsqu'elle ne peut pas obtenir une réparation suffisante auprès de l'auteur de l'infraction ou des assurances.

Les proches ont les mêmes droits que la victime.

**Vous êtes victime d'une infraction.
Que faire ?**

Les centres de consultation vous accueillent...

... pour obtenir une aide immédiate et gratuite

(soutien psychologique, prestations médicales, aide matérielle, aide juridique, hébergement d'urgence, transport);

... pour vous permettre de vous exprimer en toute confiance

les collaboratrices et collaborateurs des centres ont l'obligation de garder le secret à l'égard des autorités et des particuliers, sous réserve d'une sérieuse mise en danger d'une personne mineure ou sous curatelle de portée générale;

... pour vous donner des informations et des conseils

sur vos droits en tant que victime, la procédure pénale ou le soutien thérapeutique;

... pour vous offrir un accompagnement et un soutien

durant la procédure pénale;

... pour vous diriger vers des spécialistes

tels que des psychothérapeutes ou des avocat-e-s.

Le dépôt d'une plainte ou d'une dénonciation pénale ne constitue pas une condition pour consulter.



Rendez vous dans un endroit sûr.

Sauvegardez, si possible, les preuves

de l'infraction. Si la police n'est pas intervenue, prenez les coordonnées des personnes impliquées et des témoins ainsi que des photos des lieux.



Les droits de la victime dans la procédure pénale

Les autorités protègent la personnalité de la victime à tous les stades de la procédure pénale. Le tribunal ordonne en particulier le huis-clos total (absence du public et de la presse) ou partiel (absence du public) lorsque les intérêts dignes de protection de la victime l'exigent.

La victime peut se faire accompagner d'une personne de confiance et refuser de déposer sur des faits qui concernent sa sphère intime.

La victime d'une infraction contre l'intégrité sexuelle peut exiger d'être entendue par une personne du même sexe.

Sur demande de la victime, les autorités évitent de mettre en présence la victime et l'auteur-e de l'infraction, sauf si un intérêt prépondérant de la poursuite pénale l'exige.

La victime peut participer à la procédure pénale comme demandeur au pénal et/ou au civil et demander réparation à l'auteur-e de l'infraction (dommage et/ou tort moral).

La police et le Ministère public et, à défaut, le tribunal informent la victime de manière détaillée de ses droits ainsi que des adresses et des tâches des centres de consultation LAVI.

La victime a le droit d'être informée sur l'exécution de la peine par le condamné et sur sa libération. Ces informations sont disponibles, sur demande, auprès de l'autorité d'exécution des peines (à Fribourg, le SESPP).

Appelez un numéro d'urgence :

117 : police

144 : urgences médicales



L'indemnisation et la réparation morale

La victime peut demander une indemnité pour le préjudice (dommage et/ou tort moral) subi à cause de l'infraction auprès du service compétent dans le canton où l'infraction a été commise (dans le canton de Fribourg, auprès du Service de l'action sociale). L'indemnisation et la réparation morale sont plafonnées et sont en général en-deça des indemnités octroyées en procédure pénale et/ou civile.

La demande, écrite et motivée, doit être déposée en principe dans un délai de cinq ans à compter du jour de l'infraction ou de la connaissance de celle-ci. La victime doit rendre vraisemblable qu'elle ne recevra aucune prestation ou seulement des prestations insuffisantes de l'auteur-e de l'infraction ou des assurances.

L'indemnisation des conséquences financières de l'infraction (perte de gain, frais médicaux non couverts par les assurances, etc.) est calculée en fonction des revenus déterminants de la victime. La réparation morale est fixée en fonction de la gravité de l'atteinte, indépendamment des revenus de la victime.

Pour tous renseignements complémentaires, la victime peut s'adresser au centre de consultation LAVI de son choix ou directement auprès du Service de l'action sociale.



Rendez vous chez votre médecin de confiance ou à l'hôpital le plus proche pour bénéficier de soins et obtenir un constat médical.

Prenez contact avec un centre de consultation LAVI ou demandez à une personne de confiance de contacter pour vous un tel centre.

Hilfe an Opfer von Straftaten

Das Bundesgesetz über die Hilfe an Opfer von Straftaten (OHG) gewährt den Opfern und ihren Angehörigen eine Reihe von Rechten. Als Opfer im Sinne des OHG gilt, wer durch eine Straftat unmittelbar und erheblich in seiner körperlichen, sexuellen oder psychischen Integrität beeinträchtigt worden ist. Der Anspruch auf Opferhilfe besteht auch dann, wenn der Urheber/die Urheberin der Straftat nicht ermittelt werden kann, ferner unabhängig davon, ob diese-r sich schuldhaft verhalten hat und ob er/sie vorsätzlich oder fahrlässig gehandelt hat.

Die Opferhilfe beruht auf drei Säulen:

- > Jedes Opfer hat Anspruch auf Beratung und Begleitung durch eine Opferberatungsstelle. Die Hilfe erfolgt sofort und wenn nötig unter Beizug von Dritten, wie Psychotherapeuten-innen oder Rechtsanwältinnen-innen; sie kann verlängert werden. Die Soforthilfe und die von der Beratungsstelle erbrachte längerfristige Hilfe sind unentgeltlich. Für längerfristige Leistungen durch Dritte werden das Einkommen sowie das Vermögen des Opfers berücksichtigt.
- > Das Opferhilfegesetz stärkt die Stellung des Opfers im Strafverfahren. Die Persönlichkeitsrechte des Opfers müssen während dem ganzen Strafverfahren gewahrt werden.
- > Das Opfer, das wegen der Straftat einen materiellen Schaden und/oder eine seelische Beeinträchtigung erlitten hat, kann dessen Wiedergutmachung bei dem Kanton beantragen, in dem die Straftat begangen worden ist, wenn es keine ausreichende Entschädigung durch den Urheber/die Urheberin der Straftat oder durch Versicherungen erlangen kann.

Die Angehörigen haben dieselben Rechte wie das Opfer

**Sie sind Opfer einer Straftat geworden.
Was nun?**

Die Opferberatungsstellen...

... bieten Ihnen eine sofortige und unentgeltliche Hilfe an

(psychologische Unterstützung, medizinische Leistungen, materielle Hilfe, juristische Hilfe, Notunterkunft, Transport);

... bieten Ihnen die Möglichkeit zu einem vertraulichen Gespräch,

denn die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der Beratungsstellen unterstehen gegenüber Behörden und Privatpersonen einer Schweigepflicht, unter Vorbehalt einer ernsthaften Gefährdung einer minderjährigen Person oder einer Person unter umfassender Beistandschaft;

... informieren und beraten Sie

in Bezug auf die Opferrechte, das Strafverfahren oder die therapeutische Unterstützung;

... bieten Ihnen Begleitung und Unterstützung

während des Strafverfahrens an;

... leiten Sie bei Bedarf an weitere Fachleute

wie Psychotherapeuten-innen oder Rechtsanwältinnen-innen weiter.

Die Opferberatung kann auch ohne Einreichung einer Strafklage oder Strafanzeige in Anspruch genommen werden.



Begeben Sie sich an einen sicheren Ort.

Sichern Sie wenn möglich die Beweise

der Straftat: Wenn die Polizei nicht interveniert, nehmen Sie die Angaben der involvierten Personen sowie der Zeugen auf und machen Sie Fotos des Ortes.

Die Rechte des Opfers im Strafverfahren

Die Behörden schützen die Persönlichkeit des Opfers in allen Stadien des Verfahrens. Das Gericht kann insbesondere die Öffentlichkeit ganz (kein Publikum und keine Presse) oder teilweise (kein Publikum) von Gerichtsverhandlungen ausschliessen, wenn schutzwürdige Interessen des Opfers dies verlangen.

Das Opfer kann sich von einer Vertrauensperson begleiten lassen und Aussagen verweigern, die seine Intimsphäre betreffen.

Das Opfer einer Straftat gegen die sexuelle Integrität kann verlangen, dass es von einer Person des gleichen Geschlechts einvernommen wird.

Die Behörden vermeiden auf Verlangen des Opfers die Gegenüberstellung mit dem Täter/der Täterin, ausser wenn diese im überwiegenden Interesse der Strafverfolgung erforderlich ist.

Das Opfer kann sich als Straf- und/oder Zivilkläger am Strafverfahren beteiligen und vom Urheber/von der Urheberin der Straftat eine Wiedergutmachung verlangen (Entschädigung und/oder Genugtuung).

Die Polizei und die Staatsanwaltschaft informieren das Opfer umfassend über seine Rechte; sofern sie dies nicht getan haben, tut es das Gericht. Sie informieren es zudem über die Adressen und die Aufgaben der Opferberatungsstellen.

Das Opfer hat das Recht, von der Vollzugsbehörde über den Vollzug der Strafe durch den/die Verurteilte-n und seine/ihre Entlassung informiert zu werden (in Freiburg: JVBHA).

Wählen Sie den Notruf:

117: Polizei

144: medizinische Notfälle



Entschädigung und Genugtuung

Das Opfer kann bei der zuständigen Dienststelle des Kantons, in dem die Straftat begangen worden ist, eine Entschädigung und/oder Genugtuung für den Schaden beantragen, den es wegen der Straftat erlitten hat. Im Kanton Freiburg ist dies das Kantonale Sozialamt. Die Höhe der Entschädigung und der Genugtuung ist auf einen Höchstbetrag begrenzt und ist im Allgemeinen niedriger als die in Straf- und/oder Zivilverfahren gewährte Entschädigung.

Das schriftliche und begründete Gesuch muss in der Regel spätestens fünf Jahre ab dem Tag der Straftat oder nach Kenntnis der Straftat eingereicht werden. Das Opfer muss glaubhaft machen, dass es vom Urheber/von der Urheberin der Straftat oder von den Versicherungen keine oder nur ungenügende Leistungen erlangen wird.

Die Entschädigung für die finanziellen Auswirkungen der Straftat (Lohnausfall, ungedeckte medizinische Kosten...) wird nach den anrechenbaren Einkünften des Opfers berechnet. Die Genugtuung wird nach der Schwere der Beeinträchtigung bemessen, unabhängig von den Einkünften des Opfers.

Für alle weiteren Auskünfte kann sich das Opfer an die Opferberatungsstelle seiner Wahl oder direkt an das Kantonale Sozialamt wenden.



**Begeben Sie sich zu Ihrem Vertrauensarzt/
Ihrer Vertrauensärztin**

oder ins nächste Spital für eine medizinische Versorgung und einen ärztlichen Befund.

**Wenden Sie sich an eine Opferberatungsstelle
oder bitten Sie eine Vertrauensperson, eine solche Stelle
für Sie zu kontaktieren.**

Où s'adresser ?

Vous pensez être victime au sens de la LAVI ?

Centre de consultation LAVI pour
femmes - Solidarité Femmes Fribourg
Case postale 538
1701 Fribourg
026 322 22 02
info@sf-lavi.ch

Centre de consultation
LAVI pour enfants, hommes
et victimes de la circulation
Bd de Pérolles 18a
Case postale
1701 Fribourg
026 305 15 80
lavi-ohg@fr.ch
www.fr.ch/sej/lavi

Vous souhaitez un renseignement ou un conseil ?

Service de l'action sociale
Rte des Cliniques 17
1700 Fribourg
026 305 29 92
sasoc@fr.ch
www.fr.ch/sasoc

An wen können Sie sich wenden?

Sie denken, dass Sie Opfer im Sinne des OHG sind?

Opferberatungsstelle für Frauen -
Frauenhaus Freiburg
Postfach 538
1701 Freiburg
026 322 22 02
info@sf-lavi.ch

Opferberatungsstelle
für Kinder, Männer und
Opfer des Strassenverkehrs
Bd de Pérolles 18a
Postfach
1701 Freiburg
026 305 15 80
lavi-ohg@fr.ch
www.fr.ch/sej/lavi

Sie brauchen Rat oder eine Auskunft?

Kantonales Sozialamt
Rte des Cliniques 17
1700 Freiburg
026 305 29 92
ksa@fr.ch
www.fr.ch/ksa